

RAPPORT N° 91/4-06
au Conseil Municipal

OBJET

ENGAGEMENT DES OPERATIONS DE R.H.I. A LANCER EN 1991

Suite au diagnostic effectué à partir de l'étude des Zones d'Habitat Précaire et Insalubre (Z.H.P.I.) et à partir des opérations de développement de quartier (D.S.Q., O.D.Q., H.V.S.), plusieurs sites ont été identifiés :

- * au bas de la Rivière, Petite-Ile, Colline (212 logements),
- * en Centre-Ville (188 logements),
- * à Bellepierre, Chemin Pavadé (100 logements),
- * au Brûlé (110 logements).

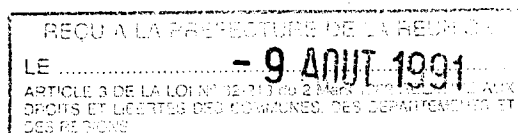
Conformément à la *POLITIQUE* communale DE RESORPTION DE L'HABITAT INSALUBRE, il convient d'ENGAGER LES OPERATIONS DE Z.R.H.I. (Zone de Résorption de l'Habitat Insalubre), en accord avec les services de l'Etat.

Je vous demande donc :

- de donner un accord de principe sur ces opérations,
- de m'autoriser :
- * à lancer les procédures pour retenir les organismes d'études et les opérations concernées,
- * à solliciter les subventions y afférentes.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

LE MAIRE
Gilbert ANNETTE



DELIBERATION N° 91/4-06
du Conseil Municipal
en séance du samedi 27 juillet 1991

OBJET

ENGAGEMENT DES OPERATIONS DE R.H.I. A LANCER EN 1991

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée ;

Vu le Code des Communes ;

Sur le RAPPORT N° 91/4-06 du Maire ;

Vu le rapport de André BOURGIN, 14ème Adjoint, présenté au nom des Commissions Habitat, Travaux et Appels d'Offres, Urbanisme, et Finances ;

Sur l'avis favorable desdites Commissions ;

APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE

ARTICLE 1

Approuve le principe de l'engagement des opérations de Résorption de l'Habitat Insalubre à lancer sur les sites du Bas de la Rivière, de la Petite-Ile, de la Colline, du Centre-Ville, de Bellepierre (Chemin Pavadé) et du Brûlé.

ARTICLE 2

Autorise le Maire :

- à lancer les procédures pour retenir les organismes d'études et les opérations concernées,
- à solliciter les subventions y afférentes.

Pour extrait certifié conforme,
Fait à Saint-Denis, le 02 AOÛT 1991

LE MAIRE
Gilbert ANNETTE

